

Dossier pédagogique

Mémoires de la guerre d'Algérie dans la vallée de l'Ondaine

projet mené par les élèves de 1^{ères} S3 et S4 du lycée Jacob Holtzer (Firminy- Loire)

2012-2013



Louis Brun - lycée Jacob Holtzer - Firminy

Contact : louis.brun@ac-lyon.fr

Site : <http://www.lecafuron.fr/>

Voyage au pays du non-dit

Cela fait maintenant trente ans que je parcours la France des lycées et des collèges pour rencontrer des élèves et parler d'un livre, Meurtres pour mémoire qui évoque un épisode parisien de la guerre d'Algérie, cette manifestation de l'automne 1961 au cours de laquelle des dizaines de partisans de l'Indépendance perdirent la vie. Cette date du 17 octobre 1961 est symbolique à plusieurs titres : pour la première fois dans l'Histoire, des colonisés défièrent la puissance à laquelle ils étaient soumis au cœur même de sa capitale. Comme pour lui signifier que la période ouverte par la prise de possession d'Alger, en 1830, était terminée. Cette date du 17 octobre 1961 est également symbolique, par le silence étouffant qui a pesé sur sa reconnaissance, en raison de l'immense difficulté de notre pays à aborder sereinement ce qu'il ne peut modifier : son passé.

Il a fallu attendre des dizaines d'années avant que la fiction des "événements d'Algérie", laisse la place à la réalité de la "guerre d'Algérie", et il a fallu attendre l'an 2012, plus de cinquante ans, pour qu'au sommet de l'État on admette enfin que ce qui s'était déroulé dans les rues d'octobre 61, à Paris, méritait d'être qualifié de massacre. Non pour entrer dans on ne sait quel parcours de repentance, mais simplement pour faire face à la vérité des faits.

C'est ce à quoi se sont employés les lycéens de Firminy : interroger l'Histoire par les documents, les archives, les films, la littérature, les témoignages. Confronter les points de vue, recueillir la parole des soldats français, des militants du FLN, des rapatriés, des harkis... Le chemin entre les yeux qui ont vu et la bouche qui n'arrive pas à dire est interminable, mais on ne peut en faire l'économie. On croit tout savoir à propos d'une période, mais il suffit qu'un témoin parle pour la première fois pour que l'émotion renaisse. C'est ce qui se passe dans les pages qui suivent...

Didier Daeninckx, préface du livre-DVD, *Mémoires de la guerre d'Algérie dans la vallée de l'Ondaine*

Les grandes étapes du projet

En 2012-2013, deux classes de première S du lycée Jacob Holtzer (Firminy- Loire) ont participé à un projet pédagogique intitulé ***Mémoires de la guerre d'Algérie dans la vallée de l'Ondaine*** ; ce projet était centré sur la rencontre de dix témoins locaux, tous issus de la vallée de l'Ondaine (appelés du contingent, syndicalistes, nationalistes, rapatriés, harkis, enfant de la guerre).

La vallée de l'Ondaine (voir carte p. 8) est le bassin de vie des élèves du lycée Jacob Holtzer (Firminy). Elle a la particularité de faire vivre ensemble des populations d'origine culturelle très variée. Sa population a à la fois vécu la guerre d'Algérie de loin en la suivant par les médias mais elle a aussi participé activement à ce conflit (envoi de jeune du contingent, présence d'une main d'œuvre algérienne nombreuse et confrontée aux luttes internes entre mouvements nationalistes, poids du parti communiste et des forces syndicales). Les traces laissées par ce conflit sont nombreuses et pourtant enfouies.

Après avoir livré leurs représentations sur cette guerre, le travail des élèves s'est ensuite décomposé en deux phases principales.

Un temps de travail en classe entière a été prévu entre le mois de septembre et décembre : cours sur la guerre d'Algérie dans le cadre du programme d'histoire de première S, rencontre avec un témoin qui a redécouvert ses propres lettres d'Algérie plusieurs dizaines d'année après la guerre pour évoquer avec lui le problème de la mémoire, projection d'un film sur les harkis à la cinémathèque de Saint-Etienne, projection au lycée d'un film sur les souvenirs et les traumatismes de la guerre subis par des appelés du contingent issus d'un quartier de Saint-Etienne et échange des impressions entre les témoins apparaissant dans le film et les élèves, rencontre avec le romancier **Didier Daeninckx** pour échanger sur son roman *Meurtres pour mémoires* où est évoqué le triste épisode du 17 octobre 1961 (extrait vidéo de l'intervention consultable sur le site lecafuron.fr), venue dans le lycée d'une exposition photographique organisée par la bibliothèque municipale de la Part Dieu « *Mémoires d'exil* » consacrée aux travailleurs nord-africains dans la région Rhône-Alpes dans les années 50-60.

A partir du mois de janvier et jusqu'au mois d'avril, les élèves ont travaillé par petits groupes pour rencontrer les témoins, transcrire les interviews ou participer au montage d'un film.

Le fruit de ce travail est la réalisation d'un **recueil de témoignages**, d'un **documentaire** et d'une **exposition photographique** ; il a été présenté aux parents, aux témoins et à tous les partenaires du projet au cinéma le Quarto à Unieux. Une projection réservée aux scolaires a également été proposée par la suite à la cinémathèque de Saint-Etienne.

Un film exploitable en classe : les liens avec les programmes d'histoire et d'EMC

1^{ère} scientifique (B.O .E.N. n° 8 du 21 février 2013)

Thème 3. La République française face aux enjeux du XX^{ème} siècle - 13-14 h

La République, trois républiques	La difficile affirmation républicaine dans les années 1880-1890. Des idéaux de la Résistance à la refondation républicaine après la Libération (1944-1946). Une nouvelle République (1958-1962).
La République et les évolutions de la société française	Une étude parmi les quatre suivantes au choix : - la population active française, reflet des bouleversements économiques et sociaux depuis 1914 ; - la République et la question ouvrière : le Front populaire ; - l'immigration et la société française au XX ^{ème} siècle ; - la place des femmes dans la société française au XX ^{ème} siècle.
La République face à la question coloniale	L'empire français au moment de l'exposition coloniale de 1931, réalités, représentations et contestations. La guerre d'Algérie.

1^{ère} littéraire et 1^{ère} économique et sociale

(B.O.E.N. spécial n°9 du 30 septembre 2010 Arrêté du 5 novembre 2012 fixant les aménagements apportés au programme d'enseignement commun d'histoire-géographie en classe de première des séries générales)

Thème 4 - Colonisation et décolonisation (7-8 heures)

Questions	Mise en œuvre
Le temps des dominations coloniales	- Le partage colonial de l'Afrique à la fin du XIX ^{ème} siècle - L'Empire français au moment de l'exposition coloniale de 1931, réalités, représentations et contestations
La décolonisation	- La guerre d'Algérie

Terminale scientifique (B.O.E.N. n° 8 du 21 février 2013) et Terminale Littéraire et Economique et Sociale (B.O.E.N. n° 42 du 14 novembre 2013)

Thème 1 introductif. Le rapport des sociétés à leur passé - 4-5 h

Question	Mise en œuvre
Les mémoires : lecture historique	Une étude au choix parmi les deux suivantes : - l'historien et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale en France ; - l'historien et les mémoires de la guerre d'Algérie.

Terminale STMG (B.O.E.N. n° 33 du 13 septembre 2012)

II - Décolonisation et construction de nouveaux États (8 -10 h)

A. Question obligatoire. De la décolonisation à la mise en place de nouveaux Etats depuis 1945

B. Sujet d'étude au choix : - L'Algérie de 1954 à 1962 -

L'Algérie est dotée d'un statut particulier au sein de l'Empire colonial français. On analyse son processus de décolonisation en montrant sa dimension singulière (guerre, violences frappant l'ensemble des composantes de la population, crise politique en métropole, etc.). On souligne que les conditions de son accès à l'indépendance ont un impact durable sur ses relations avec la France.

Terminale ST2S (B.O.E.N. n° 33 du 13 septembre 2012)

II - Décolonisation et construction de nouveaux États (7 h 30)

A. Question obligatoire. L'Afrique subsaharienne, du milieu des années 1950 à la fin des années 1980

B. Sujet d'étude au choix : - L'Algérie de 1954 à 1962 -

L'Algérie est dotée d'un statut particulier au sein de l'Empire colonial français. On analyse son processus de décolonisation en montrant sa dimension singulière (guerre, violences frappant l'ensemble des composantes de la population, crise politique en métropole, etc.). On souligne que les conditions de son accès à l'indépendance ont un impact durable sur ses relations avec la France.

Terminale Bac Pro (B.O.E.N. n°42 du 14 novembre 2013)

Les sujets d'étude sont tous obligatoires. Pour chaque sujet d'étude, on retient au moins une situation parmi celles indiquées et on garde la liberté d'en traiter d'autres tirées de la liste du programme ou à l'initiative de l'enseignant.

Sujet d'étude 3. La décolonisation et la construction de nouveaux États : Inde, Algérie

(situation obligatoire : La Toussaint 1954)

On montre, à travers l'Inde et l'Algérie, les luttes coloniales et les processus de décolonisation. On présente leurs conséquences politiques, économiques et humaines sur la construction des deux nouveaux États

b. Enseignement Moral et Civique (B.O.E.N. Spécial n° 6 du 25 juin 2015)

Exercer sa citoyenneté dans la République française et l'Union européenne (classe de 1ière)

Compétences	Connaissances	Exemples de situations et de mises en œuvre
Identifier et expliciter les valeurs éthiques et les principes civiques en jeu.	L'idée de citoyenneté européenne. Voter : citoyenneté, nationalité et souveraineté populaire ; le droit de vote ; les modalités du vote ;	Voter : à qui accorder le droit de vote et pourquoi ? Voter ou ne pas voter ? Le vote est-il un devoir ? Payer l'impôt : organisation de débats portant sur l'impôt et la citoyenneté, l'impôt et la solidarité, l'impôt et l'égalité, l'impôt et l'éthique.
Mobiliser les connaissances exigibles.	éléments de comparaison entre différents régimes démocratiques. Payer l'impôt : justifications de l'impôt ; les différentes formes de la fiscalité.	S'engager : analyse d'œuvres d'art, de films, de textes littéraires, philosophiques ou historiques sur les problèmes de l'engagement (projet interdisciplinaire souhaitable). Défendre : débat sur l'éthique et les enjeux de conflits avec des acteurs de la Défense nationale par l'intermédiaire des trinômes académiques. Présentation des métiers de la Défense.
Développer l'expression personnelle, l'argumentation et le sens critique.	S'engager : la notion de militantisme ; les grandes formes d'engagement politique, syndical, associatif.	
S'impliquer dans le travail en équipe.	Défendre : organisation et enjeux de la Défense nationale ; l'engagement dans des conflits armés, la sécurité internationale.	

Chronologie simplifiée de la guerre d'Algérie dans la vallée de l'Ondaine

Avant 1954, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD) de Messali Hadj est particulièrement actif dans la vallée de l'Ondaine.

1954

1^{er} novembre : une série d'attentats revendiquée par le Front de libération nationale éclate sur le sol algérien ; ces attentats marquent le début de la guerre d'Algérie.

8 novembre : perquisition dans les baraquements des Algériens à Firminy.

Novembre-décembre : la police informe les Algériens de la vallée de la dissolution du MTLD ; plusieurs graffitis nationalistes sont identifiés à Firminy.

1955

Septembre-décembre : première manifestation dans la vallée de l'Ondaine contre le rappel de jeunes militaires (mobilisation des femmes, mobilisation syndicale, votes de résolutions municipales) et dénonciation syndicale des arrestations subies par de nombreux Algériens.

Septembre : arrestation d'Omar Haraigue, un ancien militant du MTLD et syndicaliste CGT. Il est transféré en Algérie où il est emprisonné.

1956

Février : retour d'Omar Haraigue ; il a rejoint le FLN et en devient un membre très actif : il va organiser le mouvement dans la vallée.

12 mars : grève des ouvriers algériens de la Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire (CAFL) pour la paix en Algérie.

30 mars : grève des Nord-Africains.

Avril : envoi du contingent puis quadrillage du territoire algérien.

Avril-juin : très forte mobilisation syndicale dans la vallée dans les différents secteurs d'activité pour dénoncer l'envoi des jeunes appelés et réclamer la paix en Algérie (manifestation historique des « 7000 »).

1957

La lutte entre le FLN et le MNA (Mouvement nationaliste algérien) bat son plein dans la vallée.

21 au 27 janvier : semaine d'actions du Mouvement de la Paix pour l'arrêt des combats et pour la négociation.

27 janvier : distribution d'un tract à la sortie des offices religieux portant la signature des curés et vicaires de Firminy, Unieux, Saint Paul sur l'Ondaine, de Fraisses et de Chazeau dénonçant la guerre et ses violences et reconnaissant la légitimité du combat des Algériens.

Juin-août : plusieurs rapports de police soulignent l'activité du FLN dans la vallée.

7 novembre : assassinat de Léon Riez, conseiller social de la main d'œuvre nord-africaine à la CAFL.

Novembre-décembre : vastes opérations de police dans la vallée dont certaines aboutissent à l'arrestation de certains Algériens impliqués dans l'affaire du colonel Riez.

1958

Janvier à mars : selon certains rapports de police, la population est émue par le caractère nouveau de l'action terroriste du FLN dans la région stéphanoise ; cette situation provoque l'irritation de la population qui est moins sensible à la « propagande d'extrême gauche ».

04 février : arrestation des supposés responsables de l'assassinat du colonel Riez ; une importante cache d'armes est mise à jour dans une cabane de jardin à Firminy.

08 février : arrestation de trois responsables de la Kasma FLN de Firminy.

Mars : le préfet reçoit une lettre de plusieurs familles appelouses dénonçant les agissements et propos d'un pasteur, M. Clerc, membre d'un comité local d'aide aux Nord-Africains ; ces propos et « *prêches au temple jetteraient le trouble dans la cité* ».

8-9 mars : un vicaire de la paroisse de Saint-Firmin, l'abbé Matricon, favorable à l'indépendance algérienne est enlevé par des jeunes gens et subit des sévices de leur part. On soupçonne d'anciens appelés décidés à s'opposer à une propagande qu'ils jugent contraire à l'intérêt du pays.

12 avril : grève des mineurs algériens revendiquant de meilleures conditions de vie.

13 mai : à Alger, une foule inquiète d'éventuelles négociations avec le FLN s'empare du bâtiment du gouvernement général et décrète la formation d'un comité de salut public. Elle est soutenue par les généraux Salan et Massu.

Juin : de Gaulle apparaît aux yeux de tous comme celui qui peut sauver le pays. Nommé à la tête du gouvernement, sa nouvelle constitution est adoptée dès l'automne par les Français. C'est la fin de la IV^e République et le début de la V^e République.

24 juillet : attentat attribué au FLN faisant une victime d'origine algérienne à Unieux.

25 août : le FLN lance sur le territoire national sur une série d'attentats afin d'ouvrir un nouveau front en France.

Août-décembre : renforcement des contrôles et du harcèlement des Nord-Africains dans la vallée de l'Ondaine.

10 octobre : le préfet de la Loire informe le ministre du démantèlement d'un réseau FLN dangereux et actif avec deux projets d'attentats prévus la veille du référendum (Mas et Manufrance) (avec des bases arrières dans la vallée de l'Ondaine).

29 octobre : découverte d'un important stock d'armes aux Neuf Ponts (Saint-Paul-en-Cornillon).

Décembre 1958 : ouverture à Lyon du procès des responsables de l'attentat du colonel Riez.

1959

Les opérations de harcèlements, de contrôles et interpellations se poursuivent.

Février : début du plan Challe ; il a pour objectif d'éradiquer complètement les maquis algériens.

16 septembre : De Gaulle annonce l'autodétermination dans un discours et ouvre de nouvelles perspectives.

1960

29 janvier : télégramme des RG sur l'état de l'opinion publique : inquiétude et « ras-le-bol » des parents de mobilisés, inquiétude des ouvriers face à la situation à Alger.

6 novembre : manifestation de jeunes à Firminy « pour la paix en Algérie ».

1961

Février : arrestation de plusieurs membres du FLN soupçonnés d'un attentat contre un débit de boisson à Firminy.

22 avril : les militaires mécontents de la politique de De Gaulle organisent un putsch à Alger (conduit par quatre généraux dont Salan). Celui-ci échoue. Salan passe dans la clandestinité et dirige l'OAS (Organisation armée secrète). Celle-ci organise une série d'attentats en Algérie et en France.

29 octobre : opération de badigeonnage au Chambon-Feugerolles organisée par l'OAS sur les édifices publics et les locaux de la CFTC.

30 octobre : mobilisation pro-OAS à Saint-Etienne.

19 décembre : manifestations dans plusieurs villes de la vallée contre l'OAS.

1962

4 janvier : Jean Pleyne, responsable CFTC au Chambon-Feugerolles, reçoit une lettre de menace de l'OAS dans laquelle il apprend qu'il est condamné à mort.

Janvier : arrestation de Rose-Augustine Vors, professeur d'anglais au collège technique de Firminy et qui officie au bureau d'aide sociale nord-africain. Son domicile est un lieu de rencontre des responsables FLN locaux et des fonds y transitent.

9-12 février : mobilisation contre l'OAS.

7 - 18 mars : accords d'Evian entre la France et le FLN.

19 mars : cessez-le-feu.

5 juillet : proclamation de l'indépendance algérienne.

1999

10 juin : l'Assemblée nationale française adopte une proposition de loi qualifiant de "guerre" les événements ayant eu lieu entre la France et l'Algérie entre 1954 et 1962.



La vallée de l'Ondaine : une vallée née de l'industrie (mines et métallurgie) au sud de Saint-Etienne (IGN)

Fiches biographiques des témoins présents dans le film - dans l'ordre d'apparition

les photographies accompagnant les portraits ont été fournies par les témoins ou réalisées par nos soins.

Belkacem Belahmadi est né le 10 décembre 1928 à El Khroub , à quelques kilomètres au sud de Constantine. Issu d'un milieu populaire, il est le troisième enfant d'une famille de 10. Dès son plus âge, il est choqué par les discriminations et vexations dont sont victimes les Algériens. Il est aussi marqué par les rencontres de son père avec Cheikh Ben Badis, fondateur et président de l'Association des oulémas musulmans algériens ; connu pour ses idées réformistes tant sur le plan religieux que politique, il va marquer la réflexion de Belkacem Belahmadi.

En 1951, il quitte l'Algérie pour rejoindre son père à Firminy ; tous les deux travaillent désormais dans la grande entreprise de métallurgie de l'Ondaine : les Aciéries et Forges de Firminy (devenues en 1954 Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire – CAFL). Il loge alors dans des baraquements précaires au lieu dit « la France » dans le quartier de Sampicot/Côte Quart à Unieux. Ici vivent des ouvriers portugais mais surtout des hommes venus d'Afrique du Nord : Marocains et Algériens. Par la suite Belkacem Belahmadi obtient un logement à Firminy-Vert

Très rapidement il rejoint les rangs du FLN par l'intermédiaire de son père (militant de la première heure) et d'Omar Haraigue, ancien syndicaliste CGT et chef de réseau dans la vallée de l'Ondaine. Tandis que son père devient responsable politique du FLN d'une zone allant de la Ricamarie à Firminy (chef de Kasma), il est quant à lui, agent de renseignement chargé de surveiller la population algérienne et d'identifier d'éventuels traîtres à la cause nationaliste.



Belkacem Belahmadi se souvient des rencontres clandestines. Les lieux de rendez-vous étaient multiples et variés ; les réunions se faisaient de nuit dans les baraquements, les cafés et parfois même dans les bois. Il se rappelle également de la lutte contre le MNA mais l'évènement le plus marquant reste l'arrestation de son père ; ce dernier est piégé par un compatriote. Il comparait en mars 1962 devant le tribunal de Grande Instance de Saint-Etienne mais le contexte de l'époque lui est favorable : depuis la signature des accords d'Evian, un décret du 20 mars 1962 appelle à la clémence à l'égard des militants nationalistes. Présenté comme chef de Kasma et individu particulièrement dangereux par les autorités françaises, Il est seulement condamné à assignation à résidence.

Marié depuis 1953, il est père de 9 enfants. Après avoir travaillé à la C.A.F.L, il est embauché à la ville de Firminy jusqu'à sa retraite.

Bernard Samuel est né en 1937 à Firminy ; issu d'un milieu populaire (père mineur et mère au foyer), il est l'aîné d'une famille de 4 enfants ; il grandit dans un cadre familial très attaché aux valeurs chrétiennes. Après avoir suivi ses petites classes à l'école de Benaud (Firminy), il poursuit sa scolarité au petit séminaire de Saint-Etienne.

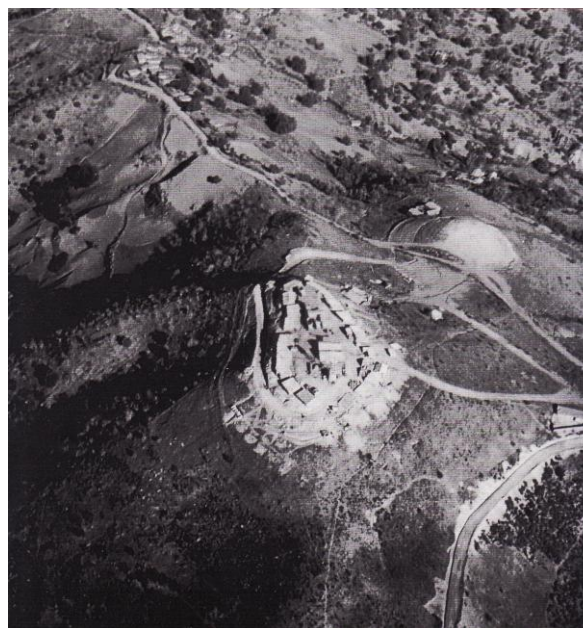
Au retour de son service militaire en Algérie, il se marie. Il travaille pendant 30 ans dans l'entreprise Denis (usine spécialisée dans l'inco) puis 20 ans à la pharmacie de l'hôpital de Firminy.

Aujourd'hui à la retraite, il consacre son temps à ses passions : la musique, les mots croisés, la lecture, les voyages.



Bernard Samuel est mobilisé de janvier 1958 à janvier 1960. Après 4 mois de classe à Valence (artillerie), il est envoyé à Alger puis **Menerville (Thenia** aujourd'hui). Affecté dans un régiment d'infanterie, il devient maréchal des logis et se voit confier la direction d'une **harka (1)** composée d'une trentaine d'hommes. Les patrouilles se font alors essentiellement en camion.

En février 1959, le conflit connaît une nouvelle phase d'intensification ; le **plan Challe** est mis en place ; il a pour objectif d'éradiquer complètement les maquis.





C'est dans ce contexte que Bernard Samuel est affecté dans le **Constantinois (2)** à Cheria (à proximité de Tébessa) en pleine **zone interdite (3)** ; à la tête d'une harka, il a pour mission de surveiller la frontière tunisienne et de procéder aux arrestations des suspects ; les patrouilles s'effectuent essentiellement de nuit et à cheval en raison de la configuration du terrain et de l'absence de route ; les missions de nomadisation durent en moyenne une quinzaine de jours.

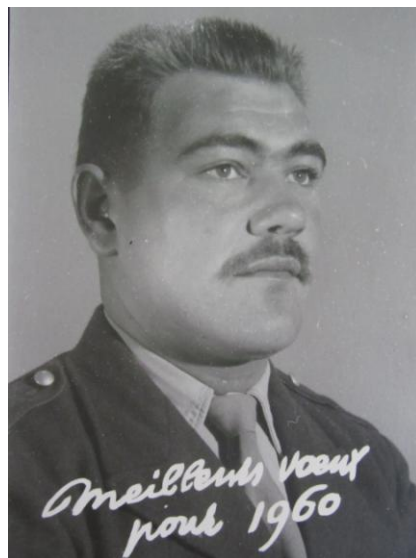
Il est témoin de plusieurs interrogatoires et a de nombreuses reprises de l'utilisation du napalm par l'aviation française.

1. nom donné aux unités supplétives chargées de compléter la sécurité territoriale et de participer aux opérations locales au niveau des secteurs ; elles sont composées de soldats musulmans.
2. Le **Constantinois** est une région de l'est algérien en grand partie dominé par les montagnes.
3. les zones interdites sont créés par la loi sur les "pouvoirs spéciaux" du 12 mars 1956. Supprimées fin juillet 1959, par ordre du général De Gaulle, sauf aux frontières, où elles sont appelées zones de contrôle militaire renforcé. Dans ces zones, personne ne doit s'y trouver (la population a été évacuée et regroupée dans des « camps d'hébergement ») et l'armée peut tirer sans préavis.

Claudius Chatelard est né le 29 octobre 1937 au Chambon Feugerolles ; issu d'une famille de six enfants, son père exerce le métier de mineur tandis que sa mère est femme au foyer. Il grandit dans un milieu familial attaché aux valeurs religieuses et à partir de 14 ans, il intègre les Jeunesses Ouvrières Chrétiennes. Il se marie en 1962 et est le père de 4 enfants.

Après avoir travaillé pour les Etablissements Jacquard (forges situées à Montrambert-La Ricamarie), il intègre la CAFL (Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire) de Firminy-Unieux où il est tout d'abord forgeron puis trempeur.

Aujourd'hui à la retraite, Claudius Chatelard est fortement impliqué dans la vie associative ; il consacre une partie de son temps à la CFDT (où il est syndiqué depuis l'âge de 17 ans), au collectif-chômeurs-resto du cœur et à la CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie), une association de défense de consommateurs.



Incorporé en novembre 1957, Claudius Chatelard effectue ses classes dans un premier temps à Bourg en Bresse puis à Bourges à la CRALAT (Compagnie de Réparation d'Aviation Légère de l'Armée de Terre), une compagnie chargée de l'entretien et de la réparation des hélicoptères. Il débarque en mai 1958 à Alger. La ville est alors marquée par de graves troubles. Une foule d'européens inquiète d'éventuelles négociations avec le FLN, s'empare du bâtiment du gouvernement général et décrète la formation d'un comité de salut public. Elle est soutenue par les généraux Salan et Massu. Les manifestants réclament le retour de De Gaulle aux affaires.

Claudius Chatelard rejoint ensuite sa compagnie à Sétif, dans le Constantinois. Son travail consistait à protéger les hélicoptères immobilisés sur site pour permettre leur réparation ou récupérer les engins trop endommagés pour assurer leur traitement sur base.





Claudius Chatelard n'a pas été directement exposé au combat ; la guerre se manifestait essentiellement par les dommages occasionnés sur les hélicoptères ou les sabotages constatés lors des trajets (mines, poteaux électriques détériorés...). Pour Claudius Chatelard, sa guerre d'Algérie est marquée par les bons moments passés entre copains mais aussi par la peur lors des sorties sur le terrain.

Au cours de son service, Il a également participé à l'organisation du référendum de septembre 1958 qui aboutit à la proclamation de la V^e République.

Jean Pierre Lafée est né le 21 décembre 1937 à Louis-Gentil (aujourd'hui Youssoufia – Maroc). Il est le cadet d'une famille de deux enfants. Son père exerçait le métier de chef géomètre tandis que sa mère était femme au foyer. Issu d'un milieu chrétien, il grandit dans le bled marocain dans un univers cosmopolite : Arabes, Juifs, Espagnols, Italiens se côtoient sans animosité et dans le respect des coutumes de chacun.

Lors du soulèvement des ouvriers des mines de phosphates de Khouribga en août 1955 contre le protectorat, il est encerclé avec sa famille pendant 48 heures. Ces événements ont contribué à accélérer les négociations pour l'indépendance du Maroc.

Jean Pierre Lafée poursuit sa scolarité au lycée Jacob Holtzer à Firminy ; il intègre par la suite le secteur de l'industrie pétrolière et y fait carrière. Il aide ainsi au démarrage d'installations chimiques, pétrochimiques et pétrolières. Il a également assuré la formation de délégations étrangères sur certains procédés.

Marié en 1960, après son retour d'Algérie, il est le père d'une fille.

Aujourd'hui à la retraite, Jean Pierre Lafée n'en est pas moins très actif. Il pratique la voile et fabrique des cerfs-volants pour handicapés et pour des enfants ; lorsqu'il est sollicité, il anime des conférences sur le pétrole pour des écoles et des associations. Il a également participé à la rédaction de livres sur sa commune (Saint Romain les Atheux).



Jean Pierre Lafée est mobilisé de 1958 à 1960 et effectue la plus grande partie de son service dans la région de Tizi Ouzou en grande Kabylie (15 mois environ). Il sert alors dans l'artillerie et est affecté au poste de commandement et de tir. Responsable au PC tir, il est chargé de définir la trajectoire et l'orientation des canons. Il participe également à plusieurs opérations et embuscades de nuit dont la fameuse opération « Jumelles ». Lancée par le général Challe, elle avait pour but de démanteler les structures politiques, administratives et militaires du Front de Libération Nationale en Kabylie. Elle mobilise entre le 22 juillet 1959 et le 04 avril 1960 des milliers d'hommes. Ces expériences ont été particulièrement traumatisantes pour un jeune homme alors âgé de 21 ans.

Camille Soutrenon est né à Unieux le 14 novembre 1929. Dernier fils d'une famille de deux enfants, son père est meunier au moulin de Garonaire à Unieux et sa mère est repasseuse. Il grandit dans une famille très attachée aux valeurs religieuses. Il intègre ainsi très jeune le mouvement de jeunesse catholique « Cœurs vaillant » puis rejoint la **J.O.C** (jeunesse ouvrière chrétienne) ;

Son enfance est marquée par la guerre. Il se souvient des réfugiés de 1940 mais aussi de l'action de ses parents qui ont, durant cette période, hébergé des personnes en fuite. Il s'implique dans la résistance en déposant clandestinement de fausses cartes d'identité dans des boîtes aux lettres ; celles-ci étaient transmises par le vicaire de l'Eglise du Mas (Firminy), le Père Jacquin.

Après la guerre Camille Soutrenon adhère à la **C.F.T.C.** (Confédération Française des Travailleurs Chrétiens) mais son engagement syndical est plus fort à partir de 1951, date à laquelle il quitte la J.O.C. Il devient secrétaire de l'union locale en 1962. En 1973, il participe à la création d'un centre de soin au Chambon Feugerolles. Aujourd'hui encore, son engagement citoyen reste important il poursuit ses actions bénévoles au sein de plusieurs associations dont la C.L.C.V. (Consommation Logement Cadre de Vie), une association de défense de consommateurs.

En 1960, il se marie et devient le père de quatre enfants et grand-père de neuf petits enfants.



Dès 1945, il est embauché aux Aciéries et Forges de Firminy (qui deviennent par la suite **C.A.F.L.** [Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire]) où il effectue toute sa carrière professionnelle ; après avoir passé quelques mois dans les ateliers (comme tourneur, fraiseur et ajusteur) il intègre le bureau d'études. Il y est chargé des investissements à la tréfilerie. Il effectue également une longue mission en Tunisie où il est responsable de la mise en place d'une tréfilerie ; par la suite il assure la gestion des problèmes environnementaux de l'entreprise.

Ses souvenirs de la guerre d'Algérie dans la vallée sont ceux d'un syndicaliste. Il se rappelle des nombreux ouvriers algériens et de leurs conditions de vie et de travail difficiles et précaires ; dans les années 50, la CAFL prend conscience de cette situation et entreprend un programme de rénovation des baraquements de la cité de l'écho (Firminy). Il est aussi témoin de l'arrivée des premières familles algériennes logées par l'office HLM de la ville du Chambon Feugerolles dans le quartier de la Romière.

Les premiers évènements passent inaperçus et ne créent aucune tension entre les différentes communautés ; il se souvient aussi qu'au début il était difficile de mobiliser les ouvriers et d'une manière plus générale la population : ceux-ci sont alors surtout préoccupés par leurs conditions de travail ;

A partir de 1955 et l'envoi du contingent, la mobilisation est plus facile ; la guerre d'Algérie va progressivement créer des tensions entre militants de la CFTC mais aussi avec ceux de la CGT. Si très peu de travailleurs Algériens étaient syndiqués à la CFTC, il évoque des contacts entre le syndicat et les nationalistes algériens.

Enfin, ses souvenirs sont surtout marqués par les fortes tensions créées par la menace de l'OAS à partir de 1961. Une véritable psychose de coup d'Etat fasciste s'empare alors de la population.

Gérard Bonnard est né le 12 janvier 1941 à Unieux. Aîné d'une famille de deux enfants, son père était métallurgiste et sa mère tisseuse.

Elève au lycée Jacob Holtzer (alors Ecole Pratique de garçons), il très jeune sensibilisé par ce qui se passe en Algérie ; l'envoi des jeunes appelés du contingent, les premières révélations sur la torture le décident à s'engager; Il rencontre avec quelques amis le prêtre de la paroisse de Saint Paul/Ondaine pour lui demander comment agir. Ce dernier leur donne comme réponse de « *faire des prières pour la paix* » ; déçu par cette réponse, Gérard Bonnard participe, dès l'âge de 16-17 ans, au cercle appelé de l'UJCF (Union des Jeunes Communistes de France). Il participe avec ses camarades à des réunions publiques, fait signer des pétitions, distribue des tracts et peint sur les murs et les wagons « Paix en Algérie ».

La mort en Algérie de trois concitoyens, dont deux qu'il côtoyait (Gilles Borne et Emile Scorzack) confirme ses choix : les actions se multiplient et il œuvre avec d'autres au renforcement du poids de la Jeunesse Communiste.



Malgré toutes ses tentatives pour éviter de participer « au maintien de l'ordre », il est finalement incorporé le 3 janvier 1961 à l'hôpital militaire Desgenettes à Lyon. Il est ensuite dirigé vers le 7^{ième} génie en Avignon avant de suivre le peloton et de devenir Sergent.

Dès son arrivée, il est choqué par les écarts de richesse entre Européens et Algériens et constate les effets de la domination coloniale.

Au cours de son incorporation, il convoie en 1961 des insoumis algériens récupérés dans les villages et déplacés à la limite du Sahara pour leur apprendre à marcher au pas. Ces Algériens sont ensuite envoyés en France où ils sont accueillis par les CRS et la légion.

Profitant d'une permission en juin 1962, il décide de simuler une crise d'appendicite et entre d'urgence au pavillon militaire de Bellevue ; le médecin qui l'ausculte n'est pas dupe et lui déclare : tous les militaires ou presque que j'opère ont l'appendice d'un nouveau né ; En fait, cette simulation était tombée à point puisque Gérard Bonnard apprend par le médecin qui l'opère qu'il était à 8 jours d'une péritonite ! Après une permission prolongée mais pas totalement rétabli, il repart pour Oran. Sa compagnie participe alors au chargement des bateaux : la journée les appelés chargent les containers des familles de pieds noirs qui quittent alors l'Algérie et la nuit les cercueils enveloppés de zinc des soldats victimes d'une guerre qui ne voulait pas dire son nom.



L'évacuation se fait dans un climat de violence entretenu par l'OAS ; le 22 janvier 1962, Gérard Bonnard quitte définitivement l'Algérie sur le « ville d'Oran » et est libéré le 30 novembre; il épouse sa femme le 22 décembre. Il entreprend alors sa vie professionnelle et devient père de deux enfants.

Aujourd'hui à la retraite, son engagement et son militantisme sont intacts : il participe aux actions du Secours Populaire Français et est toujours syndiqué et membre du Parti Communiste Français.

Michèle Chaffraix est née le 14 septembre 1949 à Saint-Etienne ; elle est la dernière née d'une famille de 4 enfants ; Son père exerçait le métier d'ajusteur tandis que sa mère, après avoir été institutrice, était mère au foyer.

Michèle Chaffraix grandit au Chambon Feugerolles dans une famille nombreuse qui disposait de peu de moyens financiers ; chacun participait à la vie matérielle de la famille ; les relations avec ses parents restaient pudiques : si la communication et les démonstrations d'amour étaient rares, ils ont toujours eu une attitude chaleureuse

Sans être autoritaire ses parents ont veillé à lui transmettre une éducation stricte organisée autour de valeurs comme le travail où la religion (dans un esprit Jeunesse Ouvrière Chrétienne) ;

Le manque de moyen n'autorisait que peu de sorties ou activités culturelles ; pour autant son enfance est marquée par les jeux et la complicité avec ses cousins ainsi que des vacances simples à la campagne, symboles de liberté.

Par la suite Michèle Chaffraix devient institutrice et directrice d'école ; elle adhère à la CFTD et devient conseillère municipale ; son engagement n'est pas uniquement politique ou syndicale puisqu'elle s'engage dans diverses associations.

Mariée en 1972, elle est mère de deux enfants ; aujourd'hui à la retraite, elle consacre son temps libre à sa vie de famille et à ses amis mais aussi à la marche ou bien encore à la photographie et la lecture.



Ses souvenirs de la guerre d'Algérie sont liés à l'engagement syndical de son père, Jean Pleyne, responsable CFTC.

Elle se rappelle de la gravité de la situation ; chaque soir la famille écoutait les informations à la radio dans un silence absolu ; des Algériens étaient reçus à la maison mais dormaient chez sa grand mère ; Michèle Chaffraix se souvient plus particulièrement de la gentillesse de Salah ; Sa famille était en Algérie ; Il envoyait parfois des colis, des dattes ; son dernier colis avait été lacéré ; Michèle Chaffraix a appris par la suite qu'il avait été tué.

Elle se rappelle aussi du jour où son père a reçu sa lettre de condamnation à mort par l'OAS (4 janvier 1962) ; elle restée sur le buffet et ses parents n'ont fait aucun commentaire ; à partir de ce moment là, l'angoisse était constante à chaque fois que son père sortait.

Enfin, elle évoque la construction de bâtiments sommaires construits pour accueillir les « rapatriés » ; c'était l'indifférence envers ces personnes.

Source syndicale



Suzanne Soler est née le 01 juin 1946 à Sidi Bel Abbès au cœur de l'Oranie ; seule fille d'une famille de 6 enfants, son père était légionnaire et sa mère blanchisseuse ; elle grandit en Algérie et déménage au gré des affectations de son père (Saïda, Sidi Bel Abès, Kreider en Oranie, In el Adjar en Kabylie) ; La famille Soler vit au contact de la population locale : elle est souvent la seule famille européenne dans un environnement entièrement algérien.



Suzanne Soler connaît une enfance difficile : son père est souvent absent et les relations entre ses parents sont très tendues ; La famille ne survit que grâce au soutien de l'armée : celle-ci fournit un travail de blanchisseuse à sa mère et lui apporte une aide alimentaire ; élevée dans une famille très attachée aux valeurs catholiques, Suzanne suit sa scolarité chez les sœurs trinitaires à Sidi Bel Abbès.

Lorsque la guerre éclate, la famille est placée sous protection militaire et est finalement évacuée par l'armée en 1961 ; Toute la famille prend le bateau « ville de Tunis » pour rejoindre leur père déjà rentré en France ; à leur arrivée à Marseille, la famille Soler prend la direction de Firminy pour rejoindre le beau-frère d'un de ses frères.

Les premiers temps en France sont difficiles : Suzanne Soler ressent un certain racisme et rejet de la part de la population métropolitaine ; La famille est logée dans un premier à l'hôtel Pavillon rue de la gare à Firminy. Elle bénéficie cependant d'une certaine solidarité de la part de certains Appelous et du secours catholique : la famille est relogée dans l'immeuble « Les Marronniers » dans le nouveau quartier en construction de Firminy (où plusieurs familles pieds noirs viennent habiter). Ces actions de solidarité leurs permettent de se meubler et Suzanne Soler est embauchée chez Franco-Lame, une usine qui fabriquait alors des chaises relax (située dans le quartier de Bellevue à Saint-etienne).

Par la suite, Suzanne Soler se marie et quitte la région entre 1968 à 1973. Après son divorce, elle revient dans la vallée de l'Ondaine où elle assure seule l'éducation de ses trois enfants. Aujourd'hui à la retraite, Suzanne Soler a eu l'occasion de retourner à plusieurs reprises sur les lieux de son enfance.



Madame H est née le 14 mars 1959 à Bouira (Kabylie) ; elle est la troisième enfant d'une famille nombreuse. Son père a connu une enfance difficile : orphelin très jeune, sa famille a été victime de spoliation de la part des Français ; analphabète, il a travaillé très tôt pour survivre puis pour subvenir aux besoins de sa famille. Il effectuait alors divers petits métiers : il a été tour à tour cireur de chaussures et garçon de café ; il a aussi travaillé dans une boucherie et dans un moulin. Sa mère, bergère dans un premier temps, devient par la suite mère au foyer pour s'occuper de ses enfants.

En 1955, le père de madame H intègre une harka et devient éclaireur au service de l'armée française (à Bou Saâda puis à Djelfa). Les raisons de ce « ralliement » sont multiples. Son père subit dans un premier temps des pressions de l'armée française : il est mis en prison et promené en tenue militaire dans son village. Il apparaît alors comme un traître aux yeux de la population et n'a plus vraiment le choix. C'est aussi la misère qui le pousse à s'engager sous l'uniforme français ; enfin, sa dernière motivation est familiale : il rejoint un frère déjà harki. Il est témoin d'atrocités de la part de l'armée française et des combattants nationalistes. Durant cette époque la famille de Madame H est logée dans un camp militaire ; les épouses des harkis servaient alors de personnels.

Lors de l'indépendance, le père de madame H, considéré désormais comme un traître de la part des autorités algériennes, se cache à Bouira tandis que la famille s'installe Aïn Bessen ; elle se souvient des jets de pierres sur sa maison la nuit mais l'évènement le plus dramatique de cette période reste le décès de son frère le 09 septembre 1963 lors de règlement de compte contre les harkis. Totalement abandonnée par l'armée française, la famille quitte finalement l'Algérie grâce à l'aide d'un ami de la famille. Ils se rendent d'abord à Alger puis transite par Marseille pour finalement rejoindre des connaissances dans la région stéphanoise.



Plusieurs familles de harkis s'installent alors dans la vallée de l'Ondaine (dans le quartier de la Romière au Chambon Feugerolles, à Firminy-Vert ou encore à Sampicot à Unieux). Toute la famille loge dans une seule pièce dans le quartier du Mas à Firminy ; six mois plus tard, elle déménage au Chambon Feugerolles dans un quartier où vivaient alors des Nord Africains, des Portugais ainsi que des Français. Madame H se souvient du racisme dont elle était victime de la part de certains Français mais aussi de la part de certains Algériens. Elle se rappelle également du soutien matériel et moral que les sœurs de Saint Vincent de Paul ont apporté à sa famille.

Aujourd'hui, Madame H vit toujours au Chambon Feugerolles ; elle garde de cette enfance difficile un traumatisme profond.

Mohamed Djouhara est né le 9 octobre 1955 à Nézlioua, sur la commune d'Aomar, dans la région de la grande Kabylie en Algérie. Il est le troisième d'une famille de quatre enfants, trois garçons et une fille. Son père était cultivateur et sa mère est sans profession.

Mohamed Djouhara est né pendant la guerre d'Algérie. Alors qu'il avait 20 mois, son père est mort après une semaine de prison (le 7 juin 1957).

Son enfance a été marquée par de nombreux déplacements et déménagements forcés. Sa maison a été détruite en 1958, il a vécu ensuite dans des conditions très difficiles dans un camp de regroupement avant que lui et sa famille ne soient expulsés dans l'Algérois, avec interdiction de séjour dans leur région d'origine jusqu'à l'indépendance en 1962. Il a assisté pendant ces années à des scènes de violence qui l'ont marqué. Sa famille et lui reviennent ensuite dans la région d'Aomar en 1962.



Mohamed Djouhara émigre ensuite vers la France en juillet 1978. Après un bac D (sciences bilingues) et trois années universitaires en Algérie, il continue ses études en France à Paris puis à Saint-Etienne. Il est ingénieur de production en informatique depuis 1991.

Marié en 1986, il est père de trois enfants.

Quelques pistes de mises en œuvre dans la classe

1. Education Civique et Morale

S'engager : la partie II du film évoque plus particulièrement le parcours et l'engagement de nombreux militants syndicalistes (CFTC) et politiques (Jeunesses communistes) ; On perçoit les motivations personnelles et/ou idéologiques qui ont poussé ces militants à s'engager pour lutter dans un premier temps pour la paix en Algérie et dans un second temps pour l'indépendance algérienne et contre la menace fasciste en France (avec le danger que représentait l'OAS).

Il est possible aussi de travailler sur les formes de l'engagement (manifestations, blocage des trains embarquant les appelés, soutien aux militants FLN...) et sur les risques pris pour défendre ses idées.

Il est également possible de centrer la réflexion sur le cas du militant FLN : les raisons de son engagement (entre contrainte et adhésion) et les formes prises par son action politique.

Défendre : La partie I du film traite la question de l'obligation militaire et de l'obéissance à l'Etat. Il est ainsi possible de rappeler ce qu'était la conscription ; les témoins évoquent le patriotisme et le sens du devoir tandis qu'un autre nous montre les résistances qui pouvaient exister. Dans la partie II, la résistance face à la mobilisation du contingent est plus particulièrement développée grâce à l'exemple de Monsieur Bonnard.

2. L'Algérie coloniale

Le point de vue des colonisés : Monsieur Belahmadi évoque dès le début du film (partie I) de manière très simple et imagée pourquoi l'Algérie bascule dans la guerre ; il décrit en quelques mots l'extrême pauvreté des Algériens ; cette situation est rappelée de manière implicite dans la partie II. On découvre également quel était le sort des travailleurs algériens en métropole (conditions de travail et de logement) ; Madame H nous décrit en partie 3 l'enfance misérable de son père.

Le point de vue d'un militant CFTC : Monsieur Soutrenon (partie II) rappelle quelles étaient les conditions de travail et de logement des ouvriers algériens dans la vallée de l'Ondaine ; on découvre également que cette main d'œuvre faisait l'objet d'une surveillance particulière.

Le point de vue d'un appelé : Monsieur Chatelard (partie I) nous livre le choc qu'il éprouve en découvrant l'extrême pauvreté des Algériens lors de son arrivée en Algérie.

Le point de vue d'une pied noir : Madame Soler (Partie III) nous décrit ses conditions de vie extrêmement précaires en Algérie ; son portrait tranche avec la vision caricaturale que l'on peut avoir du "pied noir".

3. Guerre d'Algérie/Guerre d'indépendance

Les appelés : La partie I du film est consacrée aux appelés du contingent : trois expériences de guerre dans trois lieux différents. Les témoins nous racontent leur réaction et celle de leur famille (entre résignation et angoisses) lorsqu'ils apprennent qu'ils sont incorporés pour l'Algérie ;

Monsieur Samuel nous livre son expérience à la tête d'une harka : patrouilles en zone interdite, interrogatoires, recours à la torture, corvée de bois, usage du napalm.

Monsieur Chatelard évoque ses gardes et les destructions matérielles lors de diverses sorties sur le terrain ainsi que ses peurs.

Monsieur Lafée nous fait part de ses traumatismes et de l'absence de cellule psychologique au sortir de la guerre.

Les trois témoins nous expliquent aussi comment ils communiquaient avec leur famille. Tous évoquent l'autocensure. Ils dénoncent l'absurdité de la guerre et l'oubli dès leur retour.

La guerre en métropole: une guerre franco-algérienne, une guerre algéro-algérienne, une guerre franco-française

La partie II est centrée sur cette thématique ; le témoignage de Monsieur Belahmadi nous éclaire sur les actions du FLN dans la vallée de l'Ondaine : réunions secrètes, recrutement, impôts révolutionnaires, élimination des militants du MNA, répression policière, attentat contre un représentant de l'ordre colonial (le colonel Riez, directeur du service social à la main-d'œuvre nord-africaine de la CAFL). On perçoit l'enjeu que représentaient les travailleurs algériens pour le FLN et le MNA.

Monsieur Soutrenon et Madame Chaffray soulignent la montée en puissance de l'OAS dans la vallée : menace de mort sur un syndicaliste, graffitis... Ils nous présentent les mesures prises pour lutter contre la menace fasciste : manifestations, organisation d'un plan d'action pour préserver les locaux syndicaux.

La mobilisation de la société civile (mobilisation syndicale , mobilisation du clergé, évolution de l'opinion publique) :

A travers les différents portraits présentés dans la partie II, il est possible de montrer comment , en métropole, les syndicats se sont mobilisés ; on perçoit nettement l'évolution de leur position : de l'indifférence des militants dans un premier en passant par le mouvement paix en Algérie jusqu'à la défense de l'indépendance algérienne.

Monsieur Soutrenon évoque dans la partie II la mobilisation du clergé dans la vallée de l'Ondaine contre la guerre et pour l'indépendance de l'Algérie (prêche, édition de tracts...). Cette position suscite de nombreuses tensions dans la vallée de l'Ondaine; un prêtre fera même l'objet d'un enlèvement et d'un passage à tabac.

On perçoit également grâce aux différents témoins l'évolution de l'opinion publique : de l'indifférence dans un premier à un rejet massif de la guerre par la suite (mobilisation des mères de famille, manifestations...).

La République face à la guerre d'Algérie : Cette question traverse le documentaire ; les valeurs de la République sont questionnées par cette guerre : usage de la torture et corvée de bois (évoqués par Monsieur Samuel en partie I et par Monsieur Djouhara en partie III), déplacements de population (évoqués par Monsieur Djouhara), recours au napalm, violences policières , le non respect du droit des peuples, le traitement des harkis...

Rapatriés d'Algérie et harkis : Le portrait de Madame Soler tranche avec la vision caricaturale que l'on peut avoir du "pied-noir". Issue d'un milieu extrêmement modeste, elle a connu une enfance difficile en Algérie ; Pourtant, malgré les privations et malgré la guerre, elle continue de porter un regard nostalgique sur l'Algérie de son enfance (nostalgérie). Elle revient ensuite sur les sentiments éprouvés lors de son départ d'Algérie et de son arrivée en France. Elle décrit son insertion professionnelle et sociale. Ce point de vue peut-être confronté aux propos de Monsieur Soutrenon et Madame Chaffray.

Madame H nous décrit le parcours de son père harki : son enrôlement forcé dans l'armée française, le rôle joué par les harkis dans la lutte contre le FLN, les représailles subies par les harkis et la mort de son frère, la mise à l'index de la part de nombreux algériens en France, l'amertume et l'absence de reconnaissance.

4. Les mémoires de la guerre d'Algérie

la fiabilité du témoignage : réflexions sur le statut du témoin : Un travail de réflexion sur la valeur et la fiabilité des témoignages peut-être mené à partir du témoignage d'Albert Ducloz, témoin qui est intervenu dans la classe pendant la phase de préparation et de réflexion. Sa réflexion sur le statut du témoin a été filmée a posteriori et est consultable à l'adresse ci-dessous ; vous pouvez y télécharger une fiche d'activité et des compléments bibliographiques.

<http://www.lecafuron.fr/2015/09/temoigner-sur-la-guerre-d-algerie.html>

La multiplicité des mémoires et identification des groupes "porteurs de mémoires": Le panel choisi permet de montrer la diversité des acteurs impliqués dans le conflit. En relevant la diversité des témoignages on peut poser la question de l'Histoire telle qu'elle est racontée, résumée, simplifiée et de la multiplicité des expériences vécues.

Thème de la sortie de guerre Retour des combattants avec leurs traumatismes et leurs nondits : Monsieur Lafée (partie I) reste encore profondément marqué par le conflit ; Le témoignage de Madame H traduit ce traumatisme : représailles et arrivée difficile en France ; le traumatisme est d'ailleurs toujours palpable : elle a souhaité témoigner masquée pour échapper à d'éventuelles pressions.

Refoulement et résurgence : Monsieur Lafée est profondément ému par le témoignage qu'il livre aux élèves ; Saisi par l'émotion, il m'a demandé à plusieurs reprises de couper la caméra. Madame H témoigne au nom de son père harki ; on perçoit très facilement son malaise en évoquant les représailles subies.

Conséquences de la guerre les sociétés française et algérienne actuelles : Monsieur Djouhara nous montre les silences de la société française et de la société algérienne ; il nous explique comment il a découvert l'histoire du conflit, une fois venu en France (destination qu'il n'avait d'ailleurs pas privilégié pour sa poursuite d'études).

Ressources complémentaires pour approfondir la question

L'historique du projet est à découvrir sur le blog : <http://www.lecafuron.fr/> (choisissez la catégorie "Projet mémoires de la guerre d'Algérie")

1. Quelques pistes de lecture

Une thèse

Léla Bencharif, *Pour une géo-histoire de l'immigration maghrébine à Saint-Etienne : entre espace encadré et espace approprié*, Université Jean Monnet, 2002

Des mémoires de maîtrise

Makboul Alaoua, *La guerre d'Algérie à Saint-Etienne (1945-1962)*, mémoire de maîtrise, 2006-2007

Jean Paul Goure, *Les pieds-noirs à Saint-Etienne* (janvier 1962 - juillet 1963), mémoire de maîtrise, 1987-1983

Un article évoquant certains militants du FLN actifs dans la vallée de l'Ondaine

André Marc, *Les groupes de choc du FLN. Particularité de la guerre d'indépendance algérienne en métropole*, Revue Historique, 2014/1 n° 669

2. L'accès aux sources

Corinne Porte, *L'histoire politique aujourd'hui : renouvellement des problématiques, nouvelles approches des sources*, septembre 2007

Un témoignage

Rachid Haraigue, *Le combat d'un lieutenant FLN en France pendant la guerre d'Algérie*, Paris, Ed. des Ecrivains, 2001

Archives départementales de la Loire : nombreux dossiers consultables sans demande préalable, presse

Archives municipales de Saint-Etienne : fonds photographiques (dont le **fond Léon Leponce**, photographe stéphanois des années 30-50, 12 000 photos) dont la base de données est accessible en ligne, Presse locale

Société d'histoire de Firminy : collection de tracts syndicaux

Le Centre d'Etudes et de documentation sur l'histoire, la culture et la mémoire du mouvement ouvrier dans la Loire (CEDMO 42) : Journaux, affiches, tracts, livres et documentations diverses, en provenance notamment du PCF (<http://www.cedmo42.org/index.php>) /39, rue camélinat, Saint-Etienne

Institut Benoit Frachon : institut d'histoire sociale CGT (Bourse du Travail de Saint-Etienne)